

CONDITIONS DE VIE ET CHOIX FONDAMENTAUX POUR L'AVENIR DES LANGUES AFRICAINES AUJOURD'HUI

par

Odon-Franklin KAJAMA TSHAMBUE

Assistant, ISP Kahemba

Apprenant à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines

Université de Kinshasa

Résumé

Cette étude examine les conditions de vie des langues africaines et des choix fondamentaux à opérer en vue de leur octroyer un avenir à partir de leur contexte existentiel. C'est pourquoi, il est question de proposer l'appropriation des préoccupations de l'heure sur l'avenir des langues africaines vers de nouvelles considérations dans la valorisation des langues africaines. Plus qu'un simple fait de culture, ces langues sont celles qui donnent des sens à la vie des africains et qui deviennent une étoffe de leur histoire, de leur existence et pourquoi pas de leurs cultures. Soumises à des conditions inadéquates, les langues africaines doivent se vérifier en sortant du carcan dans lequel le néocolonialisme éhonté et du silence et du ghetto dans lesquels les différentes politiques linguistiques des Etats africains les ont enfermées. Par conséquent, l'adhésion aux choix fondamentaux en vue de leur dynamisation pour un avenir promoteur s'avère une impérieuse nécessité.

Mots-clés : *conditions de vie, choix fondamentaux, avenir, langues africaines*

Abstract

This article emphasizes upon Life Conditions of african languages and the fundamental choice to produce in order to grant them a future regarding their existential context. It's the question to facilitate the appropriation of the concerns of the time towards new regards and valorizations of african languages. More than a simple culture fact, they give sense to africans and become an issue of their history and existence. Dutiful to inadequate, inappropriate conditions, african languages must get off from silence and ghetto in wich different linguistic policies of african states have sealed them. Accordingly, the adhesion to the side of fundemental choice allow to the dynamisation of an originator future, which must look like a pressing necessity.

INTRODUCTION

Exclues du rang de l'internationalité, portées à toutes « les sauces ironiques » et soumises à de multiples accusations, notamment, celle de manquer de scientificité, du déficit d'un lexique scientifique adaptés aux avancées technoscientifiques de l'heure, dépourvues de littérature écrite, nombre insuffisant de locuteurs : ce qui est faux pour les langues véhiculaires- nationales, éloignées du caractère officiel, réduite au deuxième rang avec un titre à fausse consolation « des langues nationales » et au troisième rang « les langues locales » léguées au patrimoine commun de l'humanité, les langues africaines nous posent des interrogations fondamentales et pertinentes sur leur existence. Etant donné que la langue est donc une totalité infinie au cœur de toute culture, au cœur d'un individu, d'un groupe, d'une société, d'une nation, allons-nous laisser mourir la nôtre au profit des langues étrangères ?

Notre problématique est simple, c'est de réfléchir sur la dynamique de leurs conditions de vie et des choix fondamentaux à opérer en les octroyant un avenir prometteur dans un concert de la diversité linguistique sans partage. Ainsi, trois volets essentiels composent cette étude : Rappel sur les langues africaines en question (i), conditions de vie des langues africaines et des choix fondamentaux à opérer pour leur avenir (ii), avant de proposer notre conclusion ouverte par des interrogations nouvelles.

I. RAPPEL SUR LES LANGUES AFRICAINES EN QUESTION

L'Afrique compte environ 2000 langues pour un milliard d'habitants. Ces langues sont réparties en cinq familles :

- langues afro-asiatiques ;
- langues nilo-sahariennes ;
- langues nigéro-congolaises ;
- langues Khoisanes et langues austronésiennes.

La famille de langues africaines la plus prolifique provient de la très grande zone du « Niger-Congo » avec 1456 langues dont 500 relèvent du sous -groupe bantu composé des langues les plus parlées, c'est-à-dire celles qui jouissent une certaine importance, d'un certain épanouissement qui, malheureusement, sont moins nombreuses. Et beaucoup d'entre elles sont en fait des variantes dialectales soumises à des pressions dues au contact de leur environnement immédiat. Les recherches actuelles peinent à établir une nette distinction entre les langues à proprement parler et les différentes variantes qui les composent.

Du point de vue de leur rayonnement sociolinguistique, les spécialistes estiment que de toutes les langues africaines, une cinquantaine seulement est parlée par plus d'un million de locuteurs.

Cependant, les langues indo-européennes et malayo-polynésiennes introduites en Afrique durant les deux derniers millénaires dont les principales sont l'Arabe, le Malgache, l'Afrikaans, le Portugais, l'Anglais, le Français, l'Espagnol, l'Hindi, le Bouchpoum, l'Ourdou, le Chinois viennent allonger la liste des langues parlées en Afrique.

Ainsi qu'on le sait, les langues africaines offrent une stratification linguistique comprenant trois catégories des langues. Les langues des colonisateurs devenues des langues officielles dans la quasi-totalité des pays africains. Ces langues sont employées sur l'ensemble du territoire de chaque nation pour la communication interrégionale et pour les actes d'autorité publique. Utilisées comme codes supra locaux pour la communication interethnique, la deuxième catégorie est constituée des langues véhiculaires fortes de grandes aires géographiques qualifiées des *langues nationales* dans bien de pays à l'instar de deux Congo, du Nigeria, de l'Angola et de la Zambie. Des nations comme l'Érythrée, le Cameroun et tant d'autres n'accordent pas le statut de langue nationale à aucune de leurs langues. La troisième catégorie compte la majorité des langues africaines. Celles-ci sont dites des langues grégaires, locales, vernaculaires, minoritaires ou ethniques, maternelles. Elles sont parlées par des groupes locaux restreints, ethniques ou parfois interethniques en milieu plurilingue.

II. DES CONDITIONS DE VIE DES LANGUES AFRICAINES

2.1. Des conditions de vie ?

Les langues africaines ont droit à la vie à l'instar de tous les êtres vivants qui composent notre planète. L'écolinguistique africaine atteste (sauf preuve du contraire) qu'elles vivent à l'état des marginalisées, des infériorisées, des exclues des compétitions mondiales. Au-delà de toutes ces considérations, les africains moyens mènent un combat implicite pour les maintenir en vie et pour leur offrir un environnement propice à leur épanouissement, en leur assurant une transmission intergénérationnelle.

Au demeurant, l'infériorisation des langues africaines se manifeste au niveau de l'internationalisation. Celle-ci a été perçue par Ngila Bompoti (2013 : 75) à travers des termes si lucides que voici : « *L'Afrique est certes le réservoir linguistique le plus important, avec 1/3 des langues du monde, mais 9 pays seulement sur les 54 qui la composent accordent à une langue africaine le statut de langue officielle ; 2 pays seulement reconnaissent comme langues officielles plus de 2 langues africaines.* » Hisser la majorité de langues véhiculaires africaines au rang prestigieux des langues officielles demeure le cadet de souci des dirigeants africains.

Les langues africaines sont exclues du cercle des compétitivités politico-économiques et des avancées technoscientifiques pour la simple raison que *l'Afrique n'a pas de modèle démocratique propre à lui et n'invente rien du tout*. Par conséquent, les langues africaines ne peuvent se prévaloir d'être des instruments de développement et des savoirs exogènes. Sur les quelques langues exprimant les contenus du savoir sur l'internet, combien de langues africaines peut-on y trouver qui manifesteraient les contenus des savoirs endogènes africains ? *Est-ce de la simple naïveté* ou c'est du pur relâchement ou c'est surtout de l'insouciance de la part de ceux qui gouvernent en Afrique !

Aux côtés de l'infériorisation et de l'exclusion se rattache la marginalisation comme troisième caractéristique des langues africaines. Certes, beaucoup d'institutions africaines (Ngila, B., P., 2013 : 73) se sont assignées comme objectifs de promouvoir les langues africaines malgré les nombreuses difficultés de fonctionnement qu'elles rencontrent. Aucune d'entre elles ne s'est réjouie de la création des facultés en lingala, en kikongo, en haoussa, en malinké, en wolof. Considérée par le passé comme le lieu de la programmation de la glottophagie, de la déshumanisation linguistique, de l'humiliation linguistique, l'école africaine maintient et poursuit, jusqu'à présent, la mission lui assignée par l'impérialisme européen (Ntakirumina, J., P. et Katano, A., 2009 : 41-47). Même si elles sont privées du caractère d'internationalité, les langues africaines offrent un caractère particulier dans leur opposition, loin des institutions étatiques, à la fameuse mondialisation linguistique.

Il ressort de ce qui précède que la légitimation de l'infériorisation, de l'humiliation, de l'exclusion et de la marginalisation des langues africaines trouve son couronnement conscient ou inconscient, dans les Constitutions et les politiques linguistiques, voire l'aménagement linguistique que les dirigeants africains eux-mêmes établissent (On peut lire avec intérêt l'article de Rainer Enrique Hamel, : 1-21). Et par conséquent, les langues africaines sont soumises à une fraction les classant en langues vernaculaires donc locales à laisser mourir et en langues véhiculaires ou nationales à partielle promotion limitée aux médias à l'intercommunication, à l'enseignement élémentaire (cas de la RD Congo). Nous nous tournerons plus vers les langues locales ou autochtones à environ 80% menacées d'extinction. Quel est au juste leur sort, leur destin ?

2.2. Sortir du silence face à une telle situation

Pour sortir du silence face à une telle situation, cela doit se jouer à plusieurs niveaux. Dans le contexte africain, pour sortir du silence face à une telle situation si dégradante doit partir de la prise de conscience des dirigeants. Car le destin d'une langue donnée est lié non seulement au pouvoir politique de son Etat mais aussi à la volonté des sujets parlants de lui octroyer un avenir. Des alertes pour assurer une vie aux langues africaines et pour leur protection en tant que des organismes vivants abondent. Elles soulèvent parfois des questions tonifiantes dans la compréhension du vaste chantier linguistique qui traite de l'avenir des langues africaines. Marqué par une grande valeur scientifique et culturelle, celui-ci s'assigne pour objectif principal d'explorer des nouvelles théories qui font état du paradoxe central auquel sont confrontés les apports sociolinguistiques et la prise de conscience d'une nécessité. Il y a nécessité de faire tout ce qui est possible pour empêcher que les langues situées au cœur même des cultures humaines ne s'éteignent. « *Or, une des manifestations les plus hautes, en même temps que les plus banalement quotidiennes de ces cultures, ce sont les langues, c'est-à-dire, tout ce que les hommes ont de plus humain* » (Hagège, C., 2000 : 9).

Certes, s'autoriser de sortir du silence peut inclure en lui l'agir politique qui occasionnerait l'avènement de la double reconnaissance de la souveraineté des nations africaines et de la pluralité des univers linguistico-culturels. Il est tout à fait normal de s'engager avec courage et détermination à transcender l'ordre linguistique colonial, à le remettre en question en vue de la valorisation des langues africaines. À cet effet, les particularités d'un système linguistique seraient à mettre en relation avec des rapports quotidiennement vécus au plan de la pratique des langues dans un espace donné. Ainsi, couvertes des formes, elles peuvent se classer dans le domaine du patrimoine linguistique de l'humanité.

Sortir du silence, c'est aussi rappeler le rôle des linguistes : avec énormément des talents et d'érudition, ils doivent confronter les conditions de vie des langues africaines et leur place sur l'échiquier mondial en tenant compte de la cohérence de chaque univers. Ils sont appelés à opérer un passage, un trajet conscient, intelligent et articulé autour de concepts-clés de la vie des langues et les causes de l'infériorisation, de la marginalisation de celles-ci. Ils doivent mettre en place une méthodologie appropriée pour creuser des aspects sémantiques dans la cohérence et la dynamique performatrice des espaces linguistiques, des gestes et des intentionnalités des sujets parlants. En cherchant à préciser l'encrage des configurations centrales des politiques linguistiques de chaque état dans le contexte historique précis, situé, ils pourront se consacrer à un retour vers la dimension expérientielle de l'existence des langues et de leur vitalité, de leur mort et de leur résurrection à l'exemple de la langue hébraïque mise en exergue par Claude Hagège. Ces nouvelles recherches pourront alimenter des débats sur la construction des objets des recherches en linguistique et aussi s'intéresser aux rapports des intellectuels africains à leur langue, à leur culture d'origine.

Au plan de la justesse et de la clarté des problématiques à définir des lexiques, la formulation doit être très décryptée et facile à suivre dans un style à la portée de tous : linguistes ou non linguistes. La maturité de la réflexion et le travail d'intégration d'enquêtes sur des terrains diversifiés peuvent résulter des recherches interdisciplinaires actives. Et les données linguistiques, sociolinguistiques systématiques cimentent la création des terminologies à utiliser dans chaque domaine scientifique et de la vie.

Les linguistes africains doivent aussi inscrire leur discours et leur théorisation dans le patrimoine culturel traditionnel. Ils sont appelés à dégager une réflexion sociolinguistique à partir des cultures africaines de l'oralité qui soient étrangères aux linguistes classiques ayant forgé les instruments de la recherche linguistique. C'est donc un effort d'arracher les apports linguistiques à l'eurocentrisme et d'ouvrir des débats, de sortir de la timidité linguistique en la recherche des outils efficaces, d'élever certaines langues africaines aux justes et vrais critères d'officialisation. Ces débats ouvrent les portes au dialogue décolonisé, prospectif et pluriel entre des grands systèmes, leurs écoles linguistiques et une pratique langagière visant à façonner les nouveaux locuteurs en priorité les enfants, tout en reconstruisant l'espace vital c'est-à-dire les horizons spatiotemporels de socialité, de parole, d'éthique, du respect de ses propres traditions.

Sortir du silence, c'est se livrer à la construction d'une source documentaire très bien fournie : une solide documentation écrite sur les langues africaines qui rendra possible la pertinence des arguments permettant de remettre en question les politiques linguistiques anciennes. Elle devra prendre le risque d'ouvrir les portes à de nouveaux aménagements linguistiques de chaque état. Sortir du silence, c'est développer nos langues en les utilisant dans tous les domaines de la vie plus particulièrement dans l'institution d'intégration sociale, de socialisation par excellence qu'est l'école. Dans un monde dont le progrès technologique a sensiblement réduit les distances entre les peuples, cette exigence de faire de nos langues des moyens d'enseignement s'impose pour ne pas les voir disparaître et avec elles les savoirs endogènes qu'elles contiennent. Sortir du silence, c'est reconstruire le passé africain que ses dirigeants ont dénigré. C'est adhérer au combat pour la promotion souveraine de la pluralité des langues africaines en réponse à des formes présentes de la néguentropie. Un tel

engagement permet d'ouvrir les nouveaux horizons qui s'autorisent de remettre en question la situation linguistique actuelle héritée du colonialisme et de ses avatars.

Sortir du silence, c'est dire, répéter, marteler, en le démontrant par des arguments explicités ici, que la puissance économique, la prospérité et le succès commercial ne sauraient avoir pour rançon, et encore moins pour instrument, l'abandon de la diversité des langues et la soumission à une seule qui devait les supplanter toutes. (Hagège, Cl., 2006 : 237-238).

Les langues sont d'une utilité sans pareille dans la transformation de notre monde. Elles changent notre espèce. « *C'est ce que les hommes ont de plus humain* ». Les défendre et leur assurer une protection, une promotion, c'est sauver l'humanité tout entière de ce qui l'anéantit. Voilà pourquoi Hagège indique à l'horizon, trois vérités comme thèmes formatifs qui leur donneraient la vie et sont, notamment, le fait que « *les langues sont peut-être ce que nos cultures humaines ont de plus vivant (...) qu'elles sont mortelles et meurent en quantité impressionnante, si on ne lutte pour leur maintien, enfin, que leur mort n'est pas un anéantissement définitif, et que certaines renaissent, si l'on sait les promouvoir. Défendre nos langues, et leur diversité notamment contre la domination d'une seule, c'est plus que défendre nos cultures. C'est défendre la vie* » (Hagège 2000 : 11). Elles retrouvent les thèmes formatifs qui les ont vus naître. « *Car mourir pour un organisme ou pour les produits organiques, c'est perdre la mémoire avec les thèmes formatifs. Mourir pour une culture, c'est perdre la mémoire culturelle. Une culture meurt quand les hommes qui en étaient le support ne comprennent plus les thèmes formatifs de leurs propres traditions, perdent le contact par accident ou par incompréhension progressive avec ses thèmes* » (Ruyer, R., 1960 : 117).

II. CHOIX FONDAMENTAUX POUR L'AVENIR DE LA DIVERSITE LINGUISTIQUE AFRICAINE

Notons dès le départ que ces choix fondamentaux, une fois mise en application, assurent un lendemain aux langues. Il s'agit de courir le risque en son milieu de prendre des moyens réalistes de se positionner et se repositionner comme citoyens singuliers, défenseurs leur identité linguistique. Le souci d'évaluer la contribution potentielle des locuteurs et de l'Etat rejoint une des questions que les linguistes et planificateurs des langues se posent de façon de plus en plus pérenne. Ils se demandent sur comment maintenir les valeurs préventives et revalorisées du multilinguisme. Pour y parvenir, les choix fondamentaux s'offrent à nous pour assurer un avenir aux langues africaines à tradition orale dans leur majorité. De ces choix, quatre nous paraissent capitaux : le respect de notre tradition, réinterroger notre identité, la famille face à sa responsabilité et prendre les moyens réalistes.

3.1. Respect de la tradition

La tradition est une totalité. Son contenu une fois soumis à l'étude, ouvre de diverses perspectives interdisciplinaires. Elle englobe tout ce qui concerne les coutumes, les cultures, la pensée, les langues... Elle doit son existence au cœur des cultures humaines. Elle a sa vocation à se laisser transmettre à travers une langue faite sienne. La tradition mérite donc du respect car elle est le gage de cette capacité humaine à inventer des faits nouveaux, caractéristiques de la vie en société. Et elle ne saurait être une reproduction mécanique des discours des anciens mais une valeur sûre qui crée et recrée des interactions existentielles recouvrant des spécificités dynamiques et singulières.

Mais, pourquoi pour la question des langues, faire appel au respect de la tradition qui est la nôtre ? Chacun de nous est née dans une tradition, celle de nos parents. L'interroger non pas pour la remettre en cause moins encore pour un vil recours, mais pour ne pas céder d'emblée, gratuitement à la pression de la modernité et ses avancées technoscientifiques, aux phénomènes de l'urbanisme accéléré qui vident les milieux ruraux de ses habitants au prisme de nouvelles habitudes que nous présente les mutations sociétales. Respecter sa tradition, c'est la considérer qu'elle est un des éléments fondamentaux de notre personnalité, de notre identité, de notre vie. Dans le contexte de langues, il s'agit de la réinterroger positivement sur ce qu'elle est pour nous ou ce qu'elle a encore à nous dire, à nous apprendre. Certes, fouiner notre passé suppose une nouvelle redécouverte de nos origines. « *Que nous la réinterrogeons sur ce qu'il a de spécifique et surtout d'essentiel. Cet aspect de chose est lié à chacun de nous qui avons commis la première et la plus symbolique des transgressions de nos traditions lorsque nous avons décidé d'y renoncer, pour une culture nouvelle, nouveau lieu de vie, raison communicative à culture originelle, donc à sa véritable « authenticité »* (Borgomano, M., 2000). Pour parler ma langue moi aujourd'hui, « *Il ne peut être question de répercuter le passé simplement parce qu'il est notre passé. Il ne peut s'agir de faire état en lui que de ce que reconnaît devoir et pouvoir accueillir et en reprendre pour vivre moi aujourd'hui.* » (Doré, J. 2000 : 106). À

ce niveau pour être plus concret le « *savoir-aimer* » de Baluba du Kasai en RD. Congo de leur langue est éloquent. Qu'il soit né chez lui ou ailleurs, un Muluba apprend à son fils à s'exprimer en Ciluba même si celui-ci élargit ses faits diglossiques. Que dire de l'écart qui nous sépare de ce passé ?

La langue présente devant nous est le fruit de l'évolution historique. Nous ne pouvons pas faire comme s'il est possible de tout en réassumer sans problème, sans examen, sans réajustement. « *Il faut donc, nous retournant vers le passé, essayer d'y discerner ce qui est vivant, ce qui est vital, ce qui est vivifiant* » (Doré, J., 2000 : 107). Et, on ne peut tout de même pas laisser les gens se détourner de leur langue ou refuser d'y adhérer pour des raisons qui ne seraient pas essentielles. Nous pouvons conclure ce point avec Karl Jaspers qui affirme que « (...) *nous ne pouvons pas échapper à notre origine. Nous ne sommes libres que pour contribuer à façonner un avenir à partir du donné de notre histoire. Sans elle, nous perdons le souffle de notre esprit* » (Jaspers, K., 1968 : 27).

3.2. Réinterroger notre identité

Réinterroger notre identité est une des expressions par excellence de l'affirmation de nos origines culturelles et linguistiques voire notre ethnicité. Les aspirations actuelles de chaque nation, de chaque groupe, de chaque individu de s'approprier son identité posent comme préalable le retour et le recours linguistique c'est-à-dire à la langue. L'identité ouvre la porte à la défense des valeurs communes de l'humanité dans leur dimension plurielle. Défendre et protéger sa langue, c'est défendre son identité considérée comme un des chemins de la prospérité c'est-à-dire de lutter contre l'assimilation, la sauvegarde de sa souveraineté. Cette quête de l'identité s'autoriserait alors d'effrayer des chemins d'espérance ayant pour base la pratique de la langue et l'incarnation des valeurs culturelles se révélant siennes (nôtres).

La défense de l'identité doit revêtir une nouvelle dimension dans l'affirmation de soi. Chacun doit se sentir heureux dans langue. En RD. Congo nous connaissons les quatre grandes aires linguistiques se partageant l'espace linguistique : le Lingala, le Ciluba, le Swahili, le Kikongo. De ce quatre, deux sont des modèles à imiter. À la question de savoir d'où êtes-vous, quelle langue aimeriez-vous parler ? Répondre à ce jeu de questions par la révélation de nos origines identitaires et linguistiques ne nous diminue pas et nous évitent la tentation de succomber au flou identitaire. En d'autres termes, les réponses nous conduisent à la découverte de l'identité de l'autre. Cette manière d'agir est remarquable chez beaucoup de peuples d'Afrique à l'instar des bakongo de deux Congo y répondent avec précision : « je suis Mukongo mais un Mutandu, un Mundibu, un Muyombe, un Lary... ». Le « *mais je suis un tel* » est très important dans l'acceptation de son identité, de ses origines et ce qu'elles regorgent comme valeurs culturelles. Par contre chez les Swahili, il est rare d'entendre « je suis, Mushi, Nande, Hema... *tous s'écrient, nous des swahili*. Un autre ensemble linguistique, est celui de l'ancienne province de Bandundu. Là, les ressortissants de cette province s'identifient uniquement par leur ethnonyme : ils disent avec joie « je suis Yaka, Cokwe, Yansi, Mubunda, Muteke, Muhungani, Musuku, Mulunda... Les exemples de Bakongo et des ressortissants de l'ancien Banbundu sont à imiter dans l'affirmation de soi qui ne saurait être sujet tabou moins encore du tribalisme.

Une fois de plus, la défense de son identité, bon gré mal gré, est ce qui existe en nous de plus humain. Ce revient à dire que dans la logique d'intégration identitaire, la conscience très forte de la nécessité d'appartenir à un ensemble donné ouvre de divers champs de l'agir communicationnel. Le danger de cet élan intégrateur, cette volonté de se sentir mieux dans une nouvelle tradition linguistique et culturelle acquise offre de possibilités de distanciation ou de perte du thème formatif au sens de Ruyer Raymond cité ci-haut. Et dans la construction identitaire, même si le sujet parlant se retrouve ou veut profiter de *l'immense ouverture synonyme de choix identitaire et d'opportunités de rencontres que la société met à sa portée*, il ne peut oublier ses origines, cachet de son appartenance, son identité. Cette dernière demeure le fruit d'un choix étant donné qu'elle n'est pas imposée.

3.3. La famille face à sa responsabilité

L'avenir de l'humanité et ses différentes valeurs passent et passeront toujours par la famille. Voilà pourquoi elle est appelée à jouer un rôle primordial de premier plan dans la transmission d'une langue, d'une tradition surtout au nouveau-né. L'apprentissage d'une langue maternelle en dépend. Le nouveau-né parle la langue de son environnement immédiat comme pour dire celle de ses parents, celle qu'il entend de ceux-ci. Ainsi, pour l'avenir de langues locales, étant donné que la majorité de celles-ci s'apprennent au foyer et jouissent du statut de l'oralité ; la famille devra fournir un effort à choisir la langue identitaire pour ses enfants. Nous entendons par langue identitaire, la langue locale, c'est-à-dire celle de sa tribu, sa langue maternelle. Allons-nous apprendre à un nouveau-né anglais, portugais, français ... pour quel but et comme si l'école n'existe pas ? Né à Kinshasa, le lingala, un acte qui se révélera comme une insulte à l'eurocentrisme, à l'Américanisme. Et pourquoi nous congolais, africains portons-nous cette injure. La famille doit s'approprier

le destin de langues locales et gagner des locuteurs. Une langue apprise aux nouveau-nés forme leur identité et s'accrédite d'un siècle d'existence. Cette perspective signe son insertion dans la société et s'appuie sur les principes de la tradition des parents qui guident toute action éducative. En lui transmettant la langue maternelle, les parents s'attachent à le former aux valeurs morales et spirituelles, essentielles pour toute existence humaine. Dans les sociétés modernes, l'éducation aux valeurs est sans doute un des défis majeurs pour l'ensemble de la communauté à former. Les difficultés rencontrées par les langues vernaculaires sont des défis à repenser et à relever. Les réponses des locuteurs construisent l'avenir des celles-ci. Toute famille est ordonnée au développement intégral de la personne, dans ses dimensions spirituelles, intellectuelles, affectives et sociales. La famille prend en compte l'éducation humaine dans son ensemble et oriente l'enfant vers les diverses valeurs de la vie. C'est encore à elle que revient la tâche toujours urgente de redécouvrir ses racines, et puiser dans son patrimoine culturel la sève vitale ayant pour fondement primordial la langue.

Les enfants reçoivent ce qui leur est offert. Tout en appartenant à un groupe, ils ont besoin d'être reconnus dans leur propre identité individuelle et sociale. Autrement dit, *les enfants éprouvent autant de besoins surtout les besoins d'être éduqués ; valorisés estimés, protégés comme individus et comme membres d'une collectivité dotés d'une expression reçue de sa langue.* Allons-nous laisser de côté la question de vie de familles qui sont inexistantes ou imparfaites : orphelin, enfant de famille monoparentale ou déficiente dans la survie des langues ?

3.4. Prendre les moyens réalistes de positionner et repositionner les langues locales africaines¹

Après analyse des conditions de vie des langues africaines et la considération qu'elles ont vis-à-vis de leurs locuteurs, il s'agit pour nous africains de vivre de nos cultures dans leurs richesses que nous présente nos traditions. Il nous revient alors de prendre des moyens de nous positionner effectivement comme locuteurs, de nous repositionner autant que cela pourrait paraître nécessaire compte tenu tant des mutations du monde actuel que de nos propres faiblesses et manquements à l'épreuve des autres langues en contact et de la mondialisation linguistique.

3.4.1. Décider d'aimer sa langue

Décider d'aimer sa langue est le premier moyen qui s'offre à nous. Ainsi, il n'existe de langue que « *décidée personnellement pour soi-même* ». Cette langue décidée ne peut se garder dans un coffre comme de l'argent mais décidée pour être transmise à la prospérité. C'est là, la manifestation éclatante du rôle de la famille décrite ci-haut. Certes, un certain environnement propice peut s'avérer utile pour parler sa langue. Et autant un contexte social sera de fait toujours indispensable à la parler. Il faut souligner qu'il revient absolument à chaque personne, à un groupe de personnes, à une collectivité, en son âme et conscience, en sa souveraine liberté de trancher par oui ou non. Rien ne s'impose, ni ne va plus de soi aujourd'hui. Eh bien, raison de plus pour savoir ce que l'on veut soi-même, ce que l'on choisit soi-même de penser, de faire, de valoriser (Doré, J., : 110).

On a vu des enfants luba parler Ciluba même sur des terres étrangères francisées ou anglicisées... Et l'on voit le rejet relatif des langues locales et des cultures qu'elles bâtissent parmi les jeunes appelés à leurs conférer un nouvel attrait : celui de la nouveauté par et dans la liberté, l'indifférentisme linguistique qui ébranle les langues. L'espérance nous oblige d'attester que « *Redécouvert comme indispensable à titre de première condition et de premier moyen ; l'engagement personnel paraît ainsi gagner à la fois en possibilité et en intérêt* » (Doré, J., 2000 : 110).

3.4.2. Incarner sa langue

Incarner sa langue dans le monde actuel après une décision, c'est exister. La langue est menacée de disparition si elle ne s'use plus dans des situations concrètes de communication. « Si on la met en œuvre et en pratique, c'est alors qu'on la fait vivre, la laisser dormir (sans usage) équivaut à la vouer si l'on peut dire à l'extinction à petit feu ». Incarner une langue pour la faire vivre, c'est lui donner une expression dans la parole tout en lui octroyant un espace dans l'écrit, le média, l'enseignement... C'est gagner en locuteur. Toutefois, nous reconnaissons l'impossibilité de faire de toutes les langues, langue d'enseignement : à ce niveau chaque peuple doit se battre pour la sienne. Incarner sa langue, c'est la traduire dans les comportements concrets de la vie : des comportements qui manifestent et ouvrent des horizons, des issues de la conviction que chacun aime sa langue. Sans relativisme moins encore fanatisme, notre langue existera et tiendra aussi longtemps qu'il y aura un amour dans nos cœurs et une volonté dans nos esprits de l'entretenir et de la sauvegarder. Et chaque locuteur est cet amour, cette volonté.

¹ « Positionner et repositionner », des vocabulaires fort à Monseigneur Joseph Doré dans le contexte de la foi dans son article précité.

3.4.3. Cultiver de manière rationnelle sa langue

Toute langue tire son souffle de vie dans l'amour et la volonté de ses locuteurs. Tel est son double poumon. Le pire ennemi d'une langue, c'est son délaissement réfléchi par ses locuteurs. « *La langue qui signe notre appartenance à une culture n'est pas comme on est assez souvent porté à le penser autour de nous un instrument du tribalisme foncier brandi dans certaines circonstances de la vie pour la conquête du pouvoir, des intérêts divers... Elle est un acte intelligent. Elle fait comprendre, appréhender des choses qui, sans elle, demeureraient obscures, scellées, étranges, intelligibles* ». L'inverse est aberrant : plus on réfléchit sur sa langue, plus on l'estime et on la protège contre « *les intempéries* » issues de la diversité linguistique en présence. Notre expérience d'un homme né en milieu rural et linguiste aujourd'hui, éprouve une satisfaction sans pareille à chacune de nos rencontres avec les hommes de notre tribu qu'ils soient de notre province ou non. Chaque entretien est une expression d'enrichissement mutuel. Cela ne veut pas dire qu'il efface en nous notre compétence en polyglottie. Et les ressources linguistiques innombrables non encore suffisamment exploitées relatives à l'avenir des langues de l'humanité doivent être sauvegardées.

3.4.4. Proposer sa langue aux autres

Ce dernier moyen peut être qualifié de hasardeux voire de téméraire. Cela ne doit pas être le cas. « *Proposer aux autres sa langue* » : de quels autres dont il question ? Dans une rencontre avec des gens parlant des langues du même terroir, il faut s'exprimer en sa langue. C'est un moyen de revaloriser aussi sa langue devant les autres. À ce sujet, citons un cas concret issu de notre expérience entant que natif lunda du sud-ouest de la R.D. Congo, s'agissant des locuteurs lunda en présence de cokwe, ils préfèrent subtilement parler Cokwe, et les Bacokwe ne font pas l'inverse à Kahemba, dans le Panzi, ils parlent le Yaka. N'infériorisent-ils pas leur langue ?

Proposer sa langue aux autres, c'est s'exprimer en celle-ci. Si le contexte exige une traduction, allez-y. Ils s'efforcent de comprendre un bout de vocabulaire. Le cas des pasteurs des Églises de réveil qui prêchent en Français devant un public lingalophone avec des traducteurs. N'est-ce pas là une manière de proposer le français à ceux-là ? Proposer sa langue aux autres par excellence, c'est l'apprendre aux enfants. C'est le rôle de la famille décrit ci-haut. C'est la proposer effectivement à d'autres autour de soi, dans son environnement immédiat grâce aux moyens en présence. C'est s'engager avec courage et sans complexe à disposer librement des trésors de sa langue. Quiconque propose sa langue aux autres, s'affirme soi-même. Il ne faut pas perdre de vue, c'est tout sujet parlant de ladite langue ; à qui il revient à s'employer à proposer sa langue. Personne n'est dispensé à faire exister la langue de ses ancêtres. Dès lors, en quels termes envisager l'avenir de la diversité linguistique ?

3.5. Les langues africaines, pour quel avenir ?

Que réserve l'avenir aux langues africaines surtout celles de la troisième catégorie ? En quels termes faudra-t-il envisager l'avenir de ces langues étant donné les différentes langues de l'humanité convergent et des cultures se rencontrent dans une compétitivité sans merci ? La problématique sur l'avenir des langues africaines s'inscrit dans la dynamique d'éveil à la prise de conscience du phénomène dévastateur qui frappe toutes les langues si rien n'est accompli en leur faveur pour leur donner la vie telle que l'atteste Claude Hagège (2000 : 9) « *a-t-on pris garde à un phénomène effrayant ? Sait-on, oui sait-on seulement qu'en moyenne, il meurt environ 25 langues chaque année ? Il existe aujourd'hui, dans le monde, quelque 5000 langues vivantes. Ainsi dans cent ans si rien ne change, la moitié de ces langues seront mortes. À la fin du XXIe siècle, il devrait donc en rester 2500. Sans doute en restera-t-il beaucoup moins encore, si l'on tient compte d'une accélération fort possible, du rythme de disparition* ». Il y apporte une contribution si modeste soit-elle selon sa propre expression « *à la prise de conscience d'une nécessité : faire tout ce qui est possible pour empêcher que les cultures humaines ne s'éteignent dans l'oubli. Or une des manifestations les plus hautes, en même temps que les plus banalement quotidiennes de ces cultures, ce sont les langues des hommes* » (Ibidem). Les circonstances ; toutefois graves mettant les langues locales en danger doivent être identifiées dans leur pénétration et dans la profondeur en vue de dénicher les causes de la mort qui les guette.

Si les locuteurs singuliers ne prennent pas de dispositions requises pour redynamiser leur langue, leur culture, elles disparaîtront même si leurs vestiges perdurent. De nos jours, le constat est inquiétant. Certains d'entre eux continuent à se convertir en un autre peuple. Par conséquent, ils font des langues étrangères les leurs. Ce qui entraîne le changement ou la substitution de leur identité et de leur culture. Autrement dit, en l'absence de l'expansion et de politique linguistique même au niveau local, beaucoup de locuteurs autochtones abandonnent leurs richesses linguistiques pour s'approprier d'autres venant d'ailleurs. Ce qui engage leur responsabilité. Pour réinventer un avenir et donner vie à une langue, les lignes précédentes viennent d'en tailler le chemin.

Et si nous tournons vers l'avenir, comment les nouvelles générations de locuteurs viendront-elles à bout des problèmes que leur laisse en héritage leur passé ? Les langues vernaculaires sont des langues en

perpétuelle guerre avec leurs voisines, la plus redoutable reste les langues nationales. « Car si la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, alors la politique linguistique est la forme civile de la guerre des langues » (Calvet, J-L., 1999 : 283). On comprend de manière plus explicite que « la vitalité d'une langue ne dépend pas seulement du nombre de ses locuteurs. Sa présence dans le paysage, dans la vie quotidienne, son importance dans le sentiment d'identité locale sont également essentiels (...). La densité du réseau associatif dédié à la langue et sa visibilité sont des facteurs importants. La présence d'un enseignement de la langue en milieu scolaire est également importante » (Bert, M., et Martin, J-B., cités par Pivot, B., 2012). Et les langues locales perdent à petit feu tout ceci.

Certes, plusieurs chercheurs ont travaillé à la sauvegarde des langues. Certains, s'attaquant à l'aspect politique de la tâche, estiment que les dirigeants et les élites, en rupture de communication avec la population, ignorant la valeur de leur langue maternelle par exemple, ne sont de ce fait pas toujours préparés à assurer correctement leurs responsabilités nationales. Cette lacune renvoie à la non stimulation de la créativité des peuples dans le domaine du patrimoine linguistique et artistique qui, souvent, est de l'ordre de l'oralité. À côté de la réforme politique préconisée par plus d'un, il faut engager la réforme de l'éducation et la responsabilité des locuteurs. Il ne s'agit pas simplement de reformer l'école, mais aussi de mettre fin à la mentalité de dominant / domine qui, de l'extérieur comme de l'intérieur, mine actuellement les peuples africains. Sevrés de leur langue maternelle, beaucoup approchent l'histoire de leur communauté comme un véritable mystère. Ce qui génère toute une chaîne de méprises. Une véritable réforme des systèmes éducatifs devrait obligatoirement passer d'abord par la révision et la refondation des programmes scolaires ayant gardé l'esprit colonial, ces derniers s'étant révélés aussi inadaptés aux aspirations de la culture africaine une et plurielle dans sa diversité linguistique. La réforme de l'école devra à la fois éclairer les africains sur leur histoire et les ouvrir au monde moderne, les aider à bien maîtriser leurs langues maternelles et lui transmettre une vision du monde, garantie d'un regard pluriel sur le monde.

Réanimer une langue pour la survie est nécessaire dans la mesure où il permet de pérenniser toute une culture. Une langue qui meurt entraîne la mort de la culture comme dit ci-haut. Sauvegarder une langue, c'est lui accorder un crédit par le pouvoir politique et que dans la vie de la rue, les locuteurs s'y intéressent. Plus sûr encore, qu'au foyer qu'elle soit parlée et transmise. On en est très loin aujourd'hui surtout pour les langues régionales et tribales appartenant au patrimoine culturel dans beaucoup de pays.

Par conséquent, il s'effectue un déplacement du niveau de la vitalisation des langues locales suite au manque d'intérêt étatique. Ce n'est plus le pouvoir politique moins encore sa politique linguistique mais les locuteurs tribaux, familiaux ou régionaux eux-mêmes qui sont appelés à prendre conscience de la défense de leur langue. « On est mieux que chez soi », dit -on ! On est mieux que dans la peau de sa culture. Que de recherches aujourd'hui sur les langues nationales enseignées au niveau primaire voire universitaire ou supérieur, les minoritaires sont dans les oubliettes et déposées dans la poubelle de l'histoire. Ce n'est pas non plus une raison. L'important pour une langue, ce sont ses usages privés, sentimentaux, familiaux, ceux de la vie quotidienne ne cesse de dire Hagège.

Redynamiser une langue locale, c'est relancer le processus de l'apprentissage en famille, surtout pour les langues dites minoritaires : celles dépourvues de chance d'avoir des écoles de langues et ne s'y enseigneront pas. C'est un phénomène qui s'observe au Congo. Combattre pour une langue, c'est aussi l'outiller d'une écriture, d'une grammaire, d'un lexique... Malheureusement, les langues minoritaires ne connaissent aucun investissement pour une quelconque promotion. Les linguistes de chaque contrée doivent y jouer un rôle .

CONCLUSION

Les facteurs déterminants pour hisser bon nombre de langues africaines dans firmement des langues peuvent se ramener à la famille, à l'école, à l'officialisation, à l'implication des locuteurs et au rôle des linguistes à éveiller les consciences et à disposer d'une documentation. L'école, centre de rayonnement intellectuel, opère chez l'individu une révolution irréversible. C'est le lieu privilégié de l'apprentissage non seulement des matières brutes, mais aussi des langues pour leur assurer une certaine perennité. L'absence de l'école est un élément négatif à la sauvegarde d'une langue. La création des écoles pour enseigner une langue menacée de disparition peut avoir des effets décisifs pour la sauver. Les religions du monde, à travers leurs églises, synagogues, temples, mosquées par leur usage d'une langue donnée dans une communauté, lui assurent une vitalité si dominée, soit-elle.

L'officialisation dans le cas de certaines langues nationales exige du courage de s'autoriser de remettre en question l'héritage linguistique colonial. Et aussi les Etats africains ne doivent pas se limiter à entretenir les langues officielles et nationales en défaveur de celles léguées au patrimoine culturel délaissé pour compte. Le peu d'intérêt et crédit accordés aux langues africaines dans leur développement ont plusieurs origines dont les principales frisent le manque de nationalisme et d'amour pour l'Afrique. A cela se rattache l'aliénation mentale et culturelle se remarquant dans une certaine élite qui continue à croire à l'inexistence des langues

africaines dotées de degré de scientificité et d'ouverture au monde. Les tenants de cette thèse ignorent tout justement les richesses linguistiques des communautés linguistiques importantes à l'instar de Swahili, Haoussa, Malinke, Mandingue, Wolof, Lingala, Cokwe...

Quant à l'implication des locuteurs, elle consistera à les sensibiliser du dehors, les conduire à l'engagement spontané de la communauté en faveur de la promotion de leur langue menacée. Ils seront invités à œuvrer même de manière artificielle à pratiquer leurs langues, à réanimer ou de revitaliser celles qui sont en danger de disparition. Les stimuler à la prise de conscience de la valeur même de leur langue, car elle est unique et non double. Elle est le symbole fondateur de toute identité à transmettre à de nouvelles générations.

Le rôle des linguistes n'en est pas moins. Ils sont de guetteurs de l'aurore. Ce dangereux phénomène d'appauvrissement du patrimoine culturel est devenu une nouvelle thématique de la linguistique. Les recherches y afférentes abondent et la place dans un état de rajeunissement. Linguistes, en tant que professionnels de terrain, doivent jouer un rôle dans la lutte contre ce désastre des étanchons de langues humaines. Ce rôle peut être envisagé d'abord au niveau de publication de leurs recherches après enquête sur terrain. Ils doivent, à base des informations reçues et apprises, rédiger une phonologie, une grammaire, un dictionnaire. A ceci se rattache toute la littérature orale (recueil de récits traditionnels). Ils sont appelés à tenter et à fixer une orthographe. Bref, analyser si c'est possible le fonctionnement interne de la langue moribonde. C'est un travail de longue haleine, surtout si on est linguistique et non locuteur de la langue en voie de disparition.

Somme toute, les Africains et leur diversité linguistique ont été colonisés parce qu'ils étaient eux-mêmes colonisables. Leurs langues sont subordonnées au statut national et local à volonté. Les Africains, eux-mêmes, le veulent ainsi. Pour ce faire, nous terminerons notre propos en nous appropriant les pertinentes recommandations de Ngila (2012 : 74-75) : « Nos langues méritent encore une attention scientifique parce que d'aucuns pensent que la rupture entre la passée précoloniale et le présent est une des raisons majeures du mal-développement de l'Afrique. Il est par conséquent primordial de reconstituer cet héritage et ce, par le dépouillement du corpus linguistique. Il faut, notamment, pour ce faire :

- aménager l'espace linguistique ;
- Insérer les langues dans l'environnement lettré et numérique, c'est-à-dire dans le système éducatif ;
- Fixer la transcription par une orthographe bien déterminée ;
- avoir une politique linguistique claire ».

La moindre volonté des Etats à leur égard rend le chemin long de leur scientificité. Pour Maalu-Bungi (2006 : 241), « C'est donc aux Africains qu'il appartient de s'engager résolument dans cette lutte et de s'investir ensuite à travers des actions de développement et de promotion réelle de leurs langues, par leur usage oral, condition nécessaire de leur maintien, ainsi que par leur utilisation effective comme véhicule et matière d'enseignement. » Nous sommes convaincu que notre engagement et une bonne connaissance de nos langues leur rendront leur droit de cité au concert de la diversité linguistique mondiale.

BIBLIOGRAPHIE

- BORGOMANO, M., *Des hommes ou des bêtes : lecture de En attendant le vote des bêtes sauvages, d'Ahmadou Kourouma*, Paris, L'Harmattan, 2000
- CALVET, J-L., *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, Paris, Hachette, 1999
- DORE, J., (Mgr), « Conditions de la foi aujourd'hui » dans *Omnis terra*, n°460 (2000), pp. 102-113
- HAGEGE Cl., *Halte à la mort des langues*, Paris, Jacob-Odile, 2000
- HAGEGE Cl., *Contre la pensée unique*, Paris, Jacob-Odile, 2012
- HAGEGE, Cl., *Combat pour le français, au nom de la diversité des langues et des cultures*, Paris, Odile Jacob, 2006, pp. 237-238
- JASPERS, K., *La philosophie et l'existence*, Paris, Seuil, 1968
- MAALU-BUNGI, C., *Littérature orale africaine : Nature, genres, caractéristiques et fonctions*, Bruxelles, P.I.E Peter Lang, 2006
- NDAYWEL, E.N., I., (éd.) *Les langues africaines et créole face à leur avenir*, Paris, L'harmattan, 2003
- NTAKIRUMINA, J., P. et KATANO, A., « Ecolinguistique, multilinguisme et langues nationales en Afrique », In *Bulletin ACLAN*, n°004, novembre 2009, pp. 41-47

- NGILA, B., P., « Les langues africaines et promotion des savoirs endogènes » dans *Technoscience, savoirs endogènes et devenir des peuples d'Afrique*, Actes de seizième journées scientifiques du 19 au 22 Décembre 2012, USAKIN, Kinshasa pp. 71-80
- RAINER ENRIQUE HAMEL, " L'aménagement linguistique et la globalisation des langues du monde » in *Télescope*, vol. 16, n°3, pp.1-21
- RUYER, R., *L'animal, l'homme et fonction symbolique*, Paris, Gallimard, 1960
- PIVOT, B., « Langue et territoire, quand l'un légitime l'autre. Le cas du rama du Nicaragua », dans *Langue et Territoire*, Actes du Colloque International L&T, Sudbury Ontario du 29 Août au 3 Septembre 2010, pp. 1-18
- PIVOT, B., « Langue, culture et commodification de la revitalisation en pays rama du (Nicaragua) » dans, *Laboratoire Dynamique du Langage* (CNRS UMR 5596, Université de Lyon, 2012, pp. 1-19